

## Le dilemme du roi

Religieusement divisé, le golfe Arabique navigue entre le pétrole et la crise, tandis que les autocraties de la région craignent les réformes.

Xavier Batalla

Le Moyen-Orient se compose de deux systèmes : le golfe Persique (Arabique, pour les Arabes), qui produit 26 % du pétrole consommé dans le monde, et le conflit arabo-israélien, dont l'épicentre est la Palestine. Le système du Golfe est intégré par l'Irak, l'Irak et les monarchies du Conseil de coopération du Golfe (CCG), c'est-à-dire, l'Arabie saoudite, le Koweït, le Bahreïn, le Qatar, Oman et les Émirats arabes unis (Abou Dhabi, Ajman, Dubaï, Fujairah, Ras el Khaïmah, Sharjah et Oumm al Qaiwaïn). Et le système qui tourne autour des Israéliens et des Palestiniens inclut tout le monde arabe (les 22 membres de la Ligue arabe) plus Israël et l'Irak.

Ces deux systèmes régionaux se chevauchent. L'Irak, bien qu'il appartienne au Golfe, a participé dans la plupart des guerres livrées contre Israël qui a, à son tour, attaqué le sol iraquien, même lorsque les Arabes et les Israéliens n'étaient pas en guerre, tel qu'il est arrivé en 1981 avec la destruction de la centrale nucléaire d'Osirak. Le changement de régime de Téhéran en 1979 ne supposa pas seulement pour les États-Unis la perte du shah, leur gendarme par délégation dans le golfe Persique, mais aussi le fait que les acteurs arabes contraires au processus de paix avec Israël commencèrent à recevoir l'aide de l'Irak. Tout changement dans l'un des systèmes touche l'autre.

L'invasion d'Irak, avec la conséquente consolidation de l'Irak en tant que puissance émergente, a déstabilisé le système du Golfe. Certains acteurs ont pratiquement disparu de la carte ou ont vu réduite leur influence, comme c'est le cas de l'Irak, gouverné dans le passé par les sunnites et à l'avenir par les chiïtes, qui sont majoritaires ; d'autres ont grandi, comme l'Irak, devenu une puissance régionale qui maintient un programme nucléaire controversé (El Hokayem, Émile et Legrenzi, Matteo : *The Arabe States in the Shadow of the Iranian Nuclear Challenge*. Henry L. Stimson Center, Washington DC, mai 2006) ; de nouveaux acteurs non étatiques ont surgi (Al Qaida et l'Armée du Mahdi), et les États autocratiques et pro-occidentaux du Golfe nagent dans le pétrole mais ne savent pas comment réagir face au défi de l'islamisme. Dans ce contexte, la relation entre les deux systèmes a aussi changé. Dans une région avec plus de 300 millions d'arabes, les deux

grandes puissances, Israël et l'Irak, ne sont pas arabes ; la Turquie, qui n'est pas arabe non plus, est en train d'émerger dans ce qui fut auparavant une partie de l'Empire Ottoman, alors que les USA ont perdu de leur influence.

Le Golfe est un paradoxe. Il concentre la plus grande richesse du monde (Gapper, John : « Be thankful for canny Arab wealth ». *Financial Times*, 29 novembre 2007), malgré la crise économique qui le touche aussi et que ses pétromonarchies ne fonctionneraient pas sans la main d'œuvre étrangère. Les huit États du Golfe sont autoritaires, mais ils sont divisés. L'Arabie saoudite, berceau du wahhabisme (sunnites), rivalise avec l'Irak, le pays chiïte le plus puissant. Et des pétromonarchies sont menacées par l'apparition de forces émergentes : d'un côté, les réformistes modérés, dont l'influence est moindre ; de l'autre, l'islam politique et, finalement, le terrorisme apocalyptique d'Al Qaida, opératif dans le Golfe depuis le début du siècle, mais qui a formalisé en 2009 sa franchise, Al Qaida dans la Péninsule arabique (AQAP), dont la base est au Yémen et le but est de renverser les régimes saoudien et yéménite. Tous ces défis se chevauchent, et s'ajoutent à la rivalité entre sunnites, dominants parmi les Arabes, et les chiïtes, majoritaires en Irak, au Bahreïn et au sud du Liban.

Les néoconservateurs américains déclarèrent après le 11 septembre 2001 une guerre globale contre le terrorisme afin de démocratiser le Moyen-Orient, du Maroc jusqu'à l'Irak, qui a été un échec. Ou, pire, un double échec. D'abord, parce que la guerre contre le terrorisme n'a pas fonctionné en tant que concept capable de réorganiser le Moyen-Orient. Et, deuxièmement, parce que le choix de l'Irak comme point de départ d'un possible changement n'a pas conduit au but recherché : l'Irak s'est renforcé, les conflits se sont multipliés et Al Qaida continue à frapper.

L'arrivée au pouvoir au cours de cette dernière décennie de jeunes gouvernants succédant à leurs pères, que ce fusse des rois ou des présidents, promut l'idée de changement. Les relais ont été enregistrés dans des pays très différents mais ils ont éveillé les mêmes espoirs : l'émir Hamad bin Khalifa al Thani assumait le pouvoir au Qatar en 1995 ; en 1999, ce fut Mohammed VI au Maroc, Abdoullah II en Jordanie et Hamann bin Isa al Khalifa au

Bahreïn ; et en 2000, Bashar Al Assad en Syrie. Tous se présentaient comme des modernisateurs, mais la modernisation n'était pas comprise de la même manière. En gros, il existe deux modèles. L'un est basé sur la réforme des institutions dans un sens qui projette l'image de changement mais qui n'augmente pas la distribution du pouvoir : cette réforme est le « modèle Bahreïn ». L'autre genre de changement est celui qui se limite à des questions sociales, tel le développement économique et la modernisation administrative, mais il n'envisage pas la réforme des institutions : c'est le changement entrepris aux EAU et, avec plus de précautions, en Arabie saoudite.

Au Bahreïn, le roi Hamad est monté sur le trône en 1999, après cinq ans de violentes protestations de la communauté chiite, discriminée bien qu'elle représente 70 % de la population. La première initiative du monarque fut de promouvoir une Charte Nationale pour ressusciter le Parlement, suspendu en 1975. La nouvelle Constitution, approuvée en 2002, a octroyé à la Chambre basse moins de pouvoirs qu'auparavant ce qui provoqua le boycott des élections législatives de 2002 par une partie des principales sociétés politiques (dans la péninsule arabique, aucun régime, à l'exception du Yémen, ne permet les partis politiques). Ensuite, Al Wefaq, la principale société politique de la communauté chiite, accepta de participer aux élections municipales et législatives de 2006. Mais le régime fit en sorte qu'Al Wefaq ne puisse finalement pas atteindre la majorité absolue.

L'opposition chiite est forte au Bahreïn, base de la V Flotte américaine. Le régime a su manœuvrer jusqu'à se situer entre les sociétés sunnites, qui jouissent d'une majorité parlementaire, et l'opposition chiite divisée. Mais si le respect des droits de l'homme et des libertés civiles s'est amélioré par rapport aux années quatre-vingt-dix, les tensions entre sunnites et chiïtes ont augmenté la prudence du régime. Preuve en est de sa préoccupation afin d'altérer la balance démographique avec l'octroi de la citoyenneté à des travailleurs de confession sunnite provenant de Syrie et de Jordanie.

La continuité des régimes autocratiques et pro-occidentaux est une inconnue. La maison des Saoud a su maintenir de bonnes relations avec l'Occident et, en même temps, avec les mouvements islamiques et anti-occidentaux depuis la fondation de l'Arabie saoudite en 1932. La famille royale saoudienne est pro-occidentale dans la distribution de pétrole (elle possède les plus grandes réserves connues), mais elle a aussi financé des groupes anti-occidentaux, dont les talibans. Comment les Saoud ont-ils atteint cet équilibre ? Avec deux pactes, l'un pour se légitimer et l'autre pour se défendre. D'abord ils scellèrent un engagement en 1745 avec le wahhabisme, fondé par le pu-



Source : AFKAR/IDEES

ritain Ibn Abd al Wahhab, en échange du respect de ce qui appartient à César. Ensuite ils accordèrent avec Franklin Roosevelt de défendre le royaume, en échange de pétrole.

L'avenir du royaume saoudien est incertain. L'unique réforme des institutions a consisté en l'élection de conseillers municipaux dont le pouvoir est limité. La demande de réformes continue alors que la dissonance entre tradition et désirs de modernité s'amplifie. Les jeunes investissent des années dans les écoles et les universités, mais le chômage est toujours très élevé, entre autres raisons, parce que les nouvelles générations ne sont pas préparées pour accéder à des postes de travail qui, en général, sont occupés par des étrangers. Beaucoup de jeunes, hommes et femmes, ont accès à des universités étrangères, ce qui les rapproche de la modernité, mais ils retombent dans une société qui continue à être profondément religieuse et qui limite les droits de la femme.

L'un des aspects les plus intrigants de la politique saoudienne est la succession des dirigeants. Depuis sa fondation, l'Arabie saoudite n'a eu que six souverains : Abdoul Aziz (1932-53), et ses enfants : Saoud (1953-64), Faysal (1964-75), Khalid (1975-82), Fahd (1982-2005) et le roi actuel Abdoullah. Avec ce processus, où les seuls candidats possibles sont les enfants du fondateur, chaque nouveau souverain est plus vieux que le précédent. Abdoullah a 86 ou 87 ans, selon les sources, et le prince héritier, Sultan bin Abdoul Aziz, 82. Si la norme selon laquelle le successeur doit être l'un des fils d'Ibn Saoud se maintient, les règnes sont condamnés à être de plus en plus brefs et les successions plus fréquentes.

Le sultan Qabous bin Saïd al Saïd d'Oman, au pouvoir depuis 1970, lorsqu'un coup d'État très britannique renversa son père, est un autre cas intrigant. Son père fut des-



**Le roi Abdoullah bin Abdul Aziz, d'Arabie saoudite, reçoit au Sultan d'Oman, Qabous bin Said. Jeddah, mai 2010.** /SULTAN AHMAD/AFP/GETTY IMAGES

titué parce qu'il refusait d'extraire du pétrole. Une fois sur le trône, le nouveau sultan, d'éducation anglaise, s'engagea à destiner les recettes du pétrole (maintenant, 70 % du total) à sortir le pays de l'obscurité. Il a réussi, mais l'ère du pétrole arrive à sa fin, du moins à Oman. Les experts qui pensent que la rhétorique sur la pénurie de pétrole est une fantaisie des écologistes ne manquent pas, mais tout aussi nombreux sont ceux qui sont convaincus du fait que la production mondiale arrivera bientôt à son zénith absolu, aussi bien du fait de l'épuisement que du fait de l'utilisation d'énergies renouvelables dans le combat contre le réchauffement de la planète. Qui plus est, certains analystes avertissent du fait que toute tentative des pays producteurs de manipuler les prix accélérera la recherche d'énergies alternatives, ce qui signifierait la fin de l'ère du pétrole. Quoi qu'il en soit, Oman est la première pétromonarchie qui se trouve déjà en réserve.

L'on calcule que les réserves de cru d'Oman sont de 5,6 milliards de barils, ce qui ne laisserait respirer le sultanat que pendant 20 ans. Ils ont aussi été touchés par la crise économique internationale, mais pas comme le reste du CCG. À Dubaï, 80 % de projets urbanistiques ont été paralysés. Oman, au contraire, a diversifié les risques et n'a pas parié sur les projets urbanistiques, mais sur le développement industriel et la logistique. L'indice Bertelsmann sur la démocratie octroie à Oman 3,98 sur 10, bien que la femme ne subisse pas la même discrimination dont elle pâtit dans son voisinage, et l'ibadisme, branche sunnite majoritaire à Oman, n'est pas anti-occidental comme le wahhabisme saoudien, qu'il craint. Mais le sultan est le chef de l'État, le premier ministre et le ministre des Finances, de la Défense et des Affaires étrangères. Le régime est stable, mais il n'existe pas de partis ni de société ci-

vile. Que se passera-t-il lorsque le sultan, qui fait tout tenir, disparaîtra ?

La dépendance énergétique des USA vis-à-vis du Golfe (17 % de ses importations) n'est pas aussi grande que celle du Japon, qui en dépend à 80%, mais les Arabes sont convaincus que leur importance augmentera avec la demande de la Chine et de l'Inde. Le Golfe, qui est un protectorat américain, fournit 26 % du pétrole consommé dans le monde et l'on prévoit une augmentation allant jusqu'à 32 % en 2025, ce qui augmenterait la conflictualité. Le CCG fut créé en 1981, sous le parapluie américain, en réponse à la révolution iranienne. Les monarchies arabes appuyèrent l'Irak dans la guerre contre l'Iran (1980-88) et financèrent l'intervention des USA pour expulser les Iraquiens du Koweït (1990-91). Cependant, les monarchies craignent aussi une autre guerre dans la région, et elles ne baissent pas la garde. L'administration Obama a annoncé en septembre 2010 une vente d'armement à l'Arabie saoudite pour un montant de 60 milliards de dollars, ce qui, en cas d'être approuvé par le Congrès, serait la plus grande vente d'armes de l'histoire.

Les régimes arabes se retrouvent face à un dilemme, tel que l'affirme Vali Nasr, analyste d'origine iranienne. L'Arabie saoudite et le Koweït, avec d'importantes minorités chiites, craignent l'influence de l'Iran, qui menace de la nucléarisation du Golfe. Mais le Qatar, les EAU et Oman, avec des liens économiques avec l'Iran, sont pour la distension (Nasr, Vali et Ray Takeyh, Ray : « Get Teheran inside the tent ». *IHT*, 6 décembre 2007). Environ 400 000 Iraniens habitent aux EAU et 9 000 entreprises de propriété partiellement iranienne sont enregistrées à la Chambre du Commerce de Dubaï, le plus commercial des émirats.

Au Moyen-Orient musulman presque tout est mal réparti. L'Égypte présente la démographie et l'eau, mais il manque de pétrole. Les monarchies du Golfe ont du pétrole, mais ni démographie ni eau. Ainsi, la seule chose également répartie est l'autocratie, raison pour laquelle les pays du CCG doivent affronter plus de défis : l'effondrement économique de Dubaï, qui s'est produit sur un fond de corruption et d'autoritarisme, et le défi de la globalisation, qui érode le contrat social à travers lequel sont distribuées les subventions en échange de passivité politique. C'est-à-dire que les autocraties doivent décider si elles doivent arriver à un pacte ou non avec les islamistes, qui les forcent déjà à souligner leur caractère musulman comme unique preuve de légitimité. Et ceci pose un autre dilemme. Samuel Huntington, auteur de la théorie du choc des civilisations, a écrit que les régimes modérés et occidentaux doivent affronter ce qu'il appelle « le dilemme du roi ». Ce dilemme se pose lorsque les réformes limitées et inspirées d'en haut ont, ce qui arrive souvent, des conséquences opposées à celles prévues : au lieu de réduire les demandes de changement, elles ne font que les augmenter (Huntington, Samuel : « Political Order in Changing Societies », Yale University Press, 1968). ■